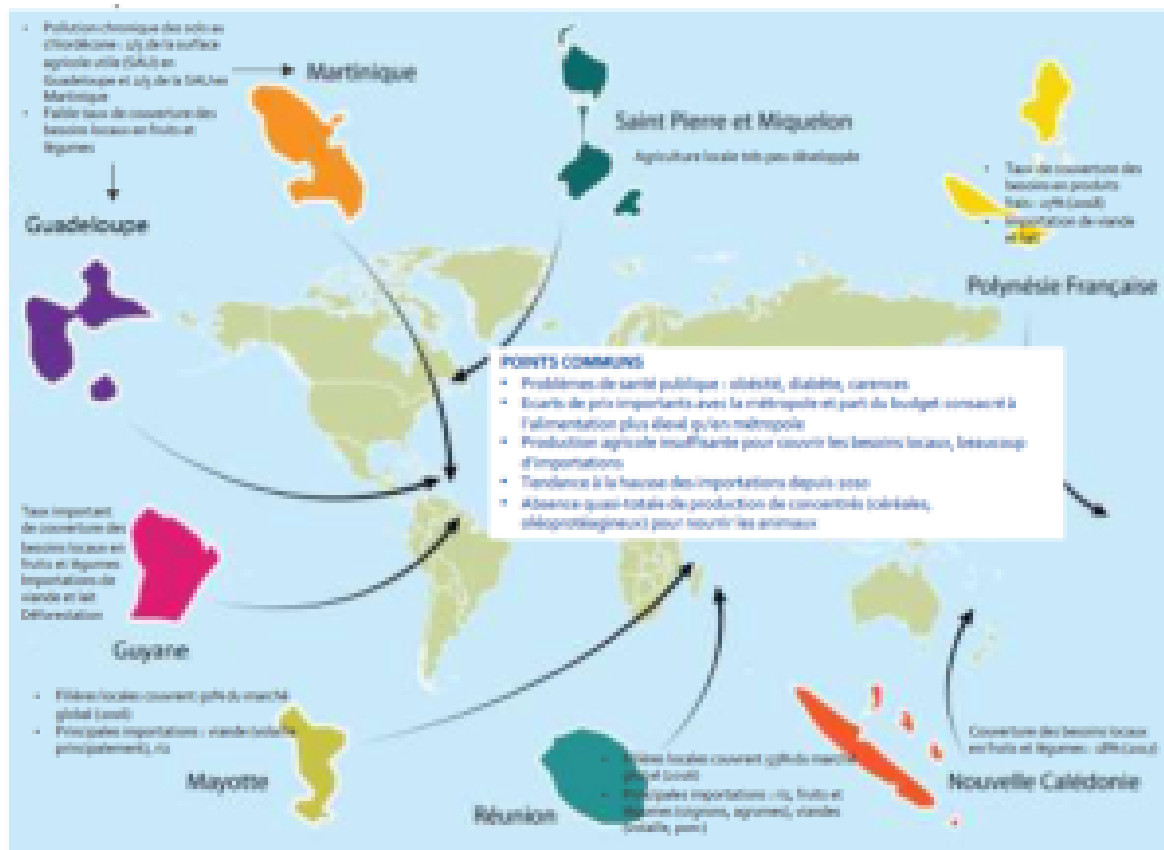


Dépendance alimentaire dans les Outre-mer, des défis multiples

10 juillet 2025

Les territoires ultramarins français sont très dépendants des importations alimentaires. Un [reportage](#) « Grand format » de Franceinfo rappelle, par exemple, que leurs importations représentent 2,2 milliards d'euros par an et que la production des 30 000 exploitations locales ne couvre que 40 % de la consommation. Saint-Pierre-et-Miquelon importe 98 % des produits alimentaires consommés, la Martinique 87 %, Mayotte 65 % et la Guyane 63 %. En Polynésie française, ce niveau atteint 90 %, selon une [recherche](#) de l'université Laval (Québec). Dans un [article](#) consacré à la Guadeloupe, T. Tassius considère, de façon plus générale, que la dépendance alimentaire est ancienne dans les territoires ultramarins. Les modèles agricoles y ont été historiquement orientés vers les monocultures d'exportation (canne à sucre, banane, ananas), au détriment des cultures locales destinées à nourrir les populations. Dans la troisième partie d'un [rapport](#) sur l'impact environnemental de l'alimentation en Outre-mer, l'Agence de la transition écologique (ADEME) dresse un panorama de l'alimentation dans ces territoires et précise que 34 % de leur surface agricole utilisée (SAU) sont consacrés aux cultures d'exportation. Pour chacun de ces territoires, il récapitule les enjeux communs et spécifiques (figure).

Points communs et enjeux spécifiques liés à l'alimentation dans les territoires d'Outre-mer



Source : Ademe

La réduction de la dépendance alimentaire de ces territoires se heurte à plusieurs freins structurels, exposés dans un [podcast](#) de l'émission « Grand reportage » sur France Culture. Les aides agricoles (comme le programme Posei) bénéficient majoritairement aux cultures d'exportation intensives, au détriment de la diversification agricole et de l'agriculture vivrière et biologique. L'urbanisation menace les surfaces agricoles alors que l'accès à la terre s'avère être un frein majeur, particulièrement en Polynésie. Un [rapport](#) du Réseau action climat explique que ces terres subissent également les effets du changement climatique, tels que l'intensification des cyclones, l'élévation du niveau de la mer (figure), les sécheresses, l'érosion côtière et la dégradation des écosystèmes. Ces phénomènes menacent directement la production agricole locale (salinisation des sols, perte de terres cultivables).

Évaluation des intrusions marines dues au changement climatique, à la Martinique, à l'horizon 2100

